

À LA RECHERCHE DU TEMPS PASSÉ

Est-ce décembre qui incline aux anniversaires glorieux (Austerlitz) ou calamiteux, en tout cas, jugés tels par la République, victime d'une éclipse de 20 ans, après le coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte ? Tout a été dit et écrit sur cette nuit froide de décembre 1851 et le *pronunciamiento* de six conjurés, le lundi 1^{er} décembre au soir. Tout y est : l'Élysée, tous feux éteints à minuit, Paris en apesanteur, 60 000 hommes en armes, une escouade de commissaires pour museler les typographes de l'Imprimerie nationale, boucler les adversaires à Mazas, la Roquette et Sainte-Pélagie. Le 2 au matin, à 7 heures, les murs de Paris sont couverts d'une étrange proclamation qui dissout l'Assemblée nationale, mais, malice du bonapartisme, rétablit le suffrage universel.

Tout a été dit, sauf le détail de cette opération de police un peu rude, racontée par Alain Decaux. Car le coup d'État, minuté comme une horloge, se déroule conformément à un programme établi, mais qu'un simple grain de sable aurait pu faire échouer. Alain Decaux raconte, heure par heure, les trois jours qui ont liquidé une République, obstinément défendue par la gauche, alors qu'elle fut le régime le plus réactionnaire quand elle fait tirer sur le peuple, en juin 1848 (5 000 morts) et prive trois millions de Français du droit de vote. Pourquoi refuse-t-elle, droite-gauche réunies, la révision de la Constitution qui aurait permis au Prince président de faire un second mandat ? La réponse viendra le 2 décembre, journée conforme au plan préétabli : le 3, journée du baroud d'honneur dans les faubourgs, mort du député Baudin, promu héros de la résistance républicaine. L'ordre est rétabli le 4.

Combien de victimes ? 200 morts, 600 morts et blessés ? On est loin, note Decaux, de l'hécatombe de juin 1848, des 22 000 morts de la Semaine sanglante (mai 1871), de la Libération (août-septembre 1944), de ces guerres civiles qui déchirent le pays. Mais le plus intéressant, le plus inattendu, marque des esprits libres comme l'est celui d'Alain Decaux, n'est pas là. Il est dans l'apostrophe posthume à Victor Hugo, propagandiste de Louis-Napoléon pour le faire élire à la présidence de la République, le 10 décembre 1848, déçu dans ses ambitions, et adversaire patenté, icône de la République bafouée pendant les 18 ans du Second Empire. C'est une opposition radicale, indéfectible, comme on dira sous la III^{ème} République, une stigmatisation sans nuances de « Napoléon-le-Petit » et de son « crime », proférée du rocher de Guernesey. La République en fera son mage, sa figure de proue, le phare de la résistance au forfait. Eh bien ! Il aura fallu Alain Decaux, sa liberté d'esprit, celle de l'écrivain à succès qui ne demande rien parce qu'il a tout obtenu par son talent, contrairement à ces anti-bonapartistes du premier jour, prébendiers professionnels comme Grévy, pour liquider l'imposture de Victor Hugo, en finir avec ce qui n'est pas une légende noire, mais la vérité, celle d'un solliciteur déçu, réfugié dans l'anathème.

- 15 -

C'est Decaux, ancien ministre de Mitterrand, lui-même plume impérissable du « Coup d'État permanent », qui réhabilite Louis-Napoléon Bonaparte : « Je vous en veux...Vous avez soutenu sa candidature à la présidence... Pourquoi avoir imposé votre conception d'un Napoléon-le-Petit à la jeunesse du Second Empire ?

Les historiens ont travaillé. Ils ne vous ont pas donné raison ». 150 ans pour faire justice de cette légende noire inscrite en lettres de feu dans les écoles de la République. Il fallait Decaux, son talent, son indépendance servie par la réussite et non par l'aigreur qui taraudait Hugo sur son rocher. C'est, sans doute, cet alliage imprévisible qui avait séduit, en son temps, Mitterrand, lui aussi, imprévisible dans une présidence qui ne s'acheva jamais là où elle avait commencé